

## La Révolution dans les affaires militaires et la « course aux capacités »

Saïda BÉDAR

Le concept américain de Révolution dans les affaires militaires (*Revolution in Military Affairs*, RMA) a émergé dans un contexte stratégique marqué par une double révolution, celle de l'information et celle de la globalisation. Les États-Unis doivent réajuster leur stratégie à un nouvel environnement où la dualité système américain/système monde se complexifie et implique une relation plus intime entre le maintien de l'hégémonie et la préservation des équilibres internes. Dès lors, la RMA sort du débat strictement techno-militaire pour être pensée à la lumière des grands bouleversements sociaux que crée la double révolution. Les acteurs stratégiques se multiplient autant comme relais de la praxis hégémonique (des États-Unis et du système monde) que comme menaces ou risques systémiques. Ainsi, les firmes transnationales, les ONG et les médias peuvent être utilisés dans la projection de puissance, alors que les acteurs « délinquants » (mafieux, terroristes, proliférateurs, nettoyeurs ethniques, etc.) constituent des menaces « asymétriques ».

### *La RMA comme l'intégration informationnelle des moyens de la guerre*

La Révolution de l'information et la globalisation remettent en cause deux paradigmes essentiels sur lesquels reposaient la sécurité des États modernes ainsi que la pensée et la praxis stratégiques : il s'agit de la sanctuarisation nationale et du panoptisme, compris comme l'exercice du pouvoir spatialement organisé pour assurer le contrôle par la surveillance. En effet, alors que la transnationalisation et l'interconnexion (des acteurs, des vulnérabilités, des risques et conflits) rendent vaine la sanctuarisation nationale, le panoptisme a peu d'emprise sur la virtualité et l'ubiquité du cyberspace, l'invisibilité des nouveaux moyens de camouflage et de déception ou encore la difficile discrimination des adversaires dans les « zones grises » (Civils ou militaires ?, Guerriers ou criminels ? Combattants ou non combattants ? Groupe politiques ou mafias ?...).

Dès lors, l'approche stratégique de la fixité spatio-temporelle du contrôle de la violence est relayée par une approche de la fluidité, de l'ubiquité voire de la virtualité spatio-temporelle. La domination totale et unilatérale (la « dominance ») du domaine de l'information devient un enjeu essentiel du maintien de l'hégémonie. L'« infodominance » devient un métaparadigme stratégique qui consacre le « temps réel » comme l'annulation de la profondeur stratégique spatiale de l'adversaire (l'« asynchronie ») qui induit la supériorité décisionnelle. À un niveau stratégique global – militaire, géopolitique et géoéconomique – l'infodominance permet le contrôle systémique du *shaping the world*<sup>1</sup>. À un niveau militaire, la dominance informationnelle permet la RMA, à savoir l'intégration des opérateurs de la bataille et la rapidité dans la prise de décision et l'exécution des opérations, mais

---

Saïda Bédar est chercheur au CIRPES, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.

aussi l'intégration tous azimuts interarmes, interagences, interalliés, la civilianisation<sup>2</sup>, la synergie industrialo-militaire, en somme l'intégration du « système des systèmes »<sup>3</sup>. La RMA englobe trois niveaux :

- le technologique : intégration des nouvelles technologies de l'information dans les systèmes d'armes existants et intégration du C4ISR (commandement, contrôle, communications, *computer* et renseignement, surveillance, reconnaissance);
- le doctrinal et l'opérationnel : la technologie doit être expérimentée pour donner lieu à de nouvelles formes de combat;
- l'organisationnel : il n'y a pas de RMA possible sans changement institutionnel profond (intégration interarmes, révolution entrepreneuriale de la gestion du Pentagone, intégration civilo-militaire).

C'est l'effet synergique de ces trois niveaux qui créera la RMA, d'ici l'horizon 2025 selon les prévisions du Pentagone. La révolution militaire consiste en ce que l'apport des technologies de l'information permet la mise en réseau et l'intégration de tous les systèmes (armes, senseurs, commandement et contrôle, et au-delà le système des systèmes). On parle également de révolution dans le combat, *revolution in warfare*, dans la mesure où l'intégration informationnelle implique un changement d'équilibre entre l'attaque et la défense, le feu et la manœuvre, l'espace et le temps. En effet, dans la logique RMA, celui qui possède la supériorité informationnelle a un avantage à l'attaque, grâce à l'intégration en réseaux *sensor-to-shooter* (du senseur au combattant), il peut disperser ses forces agiles et légères tout en concentrant les feux sur les cibles ennemies sensibles (centres de gravité); de même il peut agir plus rapidement que l'adversaire et lui dénier ainsi toute initiative sur le champ de bataille. L'intégration informationnelle de type RMA devrait permettre l'ubiquité, la *situational awareness* (la « connaissance situationnelle ») sur le champ de bataille, la vitesse, la synchronisation nécessaires à la neutralisation rapide des crises et conflits nommée « préclusion ». La préclusion, rendue possible par la numérisation des forces armées et l'organisation du combat en réseaux informationnels (*network centric warfare*) synergiques et intégrés, s'élabore autour du paramètre de la compression du temps.

La transformation pour le futur selon le modèle RMA doit faire face à des obstacles organisationnels (réticences des armées à la réforme radicale, faiblesse de l'intégration interarmées), politiques (enjeux économiques locaux et électoraux) et industriels (intérêts à sauvegarder la production de masse des systèmes traditionnels)<sup>4</sup>. Elle doit surtout être repensée dans le contexte de la globalisation et rompre avec le schéma conflictuel interétatique issu de la guerre froide<sup>5</sup>.

### ***La globalisation, l'asymétrie et la prolifération des capacités sécuritaires***

#### LA RMA À L'ÉPREUVE DES « ZONES GRISSES » DE LA GLOBALISATION

La globalisation éclate le champ stratégique hors du cadre interétatique. Elle n'est pas un simple fait géoéconomique – mondialisation de l'économie libérale – c'est un bouleversement social induit par l'extension du système capitaliste à de plus en plus de sphères sociales par la marchandisation croissante des services, de la science et de la culture, et d'autre part le développement de centres de pouvoir socio-spatiaux non étatiques et non territoriaux, émancipés de la tutelle des juridictions politiques différenciées.

La globalisation, en créant ou aggravant les conflits des « zones grises » (effacement des frontières systémiques entre le public et le privé, l'interne et l'externe, le civil et le militaire, la guerre et le crime, etc.), a affaibli les États les plus démunis ainsi que les systèmes de sécurité collective. La prédation mafieuse, la corruption massive, la décomposition sociale de certains États, et l'extension de la précarité et de la pauvreté sont désormais le terreau des conflits non plus seulement contenus à la périphérie mais transnationalisés et globalisés. La globalisation, alliée à la diffusion des technologies de l'information, donne aux adversaires systémiques (des intérêts américains et/ou du système monde) des capacités asymétriques pour contrecarrer la supériorité technologique de type RMA. Comme l'a exprimé Steven Metz, un des fondateurs du concept américain de la RMA, les stratèges du Pentagone se sont rendu compte que : « dans la mesure où la distribution globale du pouvoir était asymétrique, il s'ensuivait que les stratégies asymétriques seraient l'évolution logique »<sup>6</sup>.

*La globalisation, alliée à la diffusion des technologies de l'information, donne aux adversaires systémiques (des intérêts américains et/ou du système monde) des capacités asymétriques pour contrecarrer la supériorité technologique de type RMA.*

#### LE PARADIGME DE L'ASYMÉTRIE RESTRUCTURE LA RMA

L'émergence du paradigme de l'asymétrie dans le débat stratégique américain est due au constat de l'existence des possibilités, techniques, doctrinales et éthico-politiques, de contourner voire d'annuler les effets de puissance de la RMA. En effet, la dissémination des technologies (notamment C3D2 (*Cover, Concealment, Camouflage, Denial and Deception*<sup>7</sup>), nucléaires, chimiques, biologiques et informationnelles) permet les stratégies asymétriques de déni d'accès (*access-denial*) et de contournement.

L'asymétrie n'est pas un concept spécifiquement américain, c'est un référent social qui permet l'évaluation des rapports de forces sociaux, y compris militaires. En terme de lutte sociale, on peut établir que la dissymétrie et l'asymétrie constituent deux moments des rapports de force. La dissymétrie est le moment de la domination, du maintien de l'inégalité dominé/dominant par la coercition. L'asymétrie est le moment de l'hégémonie, du maintien de l'inégalité dominé/dominant par le consensus social où le dominé est amené à limiter sa lutte à sa survie, sa reproduction et l'amélioration de son statut (syndicalisme, participation politique et citoyenne, etc.). Si le dominé se met à lutter pour le pouvoir, et non plus pour sa survie/amélioration, c'est la révolution. Le dominé brise le consensus et recourt à ses avantages comparatifs par rapport aux élites dominantes et à l'appareil d'État qu'elles contrôlent : le nombre et l'extension socio-spatiale (les maquis, la guérilla urbaine, etc.), le *global reach* transnational et transjuridictionnel idéologique, ethnique/culturel ou religieux. Le contrôle social de l'asymétrie, l'évitement de son renversement insurrectionnel, est donc primordial au maintien de l'hégémonie.

Dans le domaine de la stratégie militaire, dissymétrie et asymétrie renvoient à deux des trois niveaux des rapports de forces militaires : la symétrie est le combat à armes égales, la dissymétrie est le recours à la supériorité quantitative et/ou qualitative, et l'asymétrie est la recherche de l'avantage en exploitant les faiblesses et vulnérabilités de l'adversaire tout en évitant ses points forts. L'asymétrie peut être des effets tactiques innovants ayant des effets stratégiques décisifs (comme la *blietzkrieg*), l'exploitation de l'environnement géophysique et social à son avantage (stratégie de dissémination, repli et terre brûlée du général Koutouzov face à la stratégie de massification de Bonaparte), ou encore l'évitement du combat, notamment par la menace du recours à des armes de destruction massive (dissuasion nucléaire). À un niveau politico-militaire, l'asymétrie dépasse le militaire pour englober l'idéologique, le politico-éthique et le culturel, comme dans les guerres de libération

nationale, les guérillas, et tous conflits caractérisés par la protraction et la participation populaire élargie. C'est le syndrome de la guerre non gagnable, *unwinnable war* (une armée face à la mobilisation de toutes les ressources humaines d'une société, chaque segment social organisant son action en fonction de l'effort commun). Les États-Unis ont une expérience du niveau politico-militaire de l'asymétrie insurrectionnelle, des « petites guerres » proto-coloniales aux opérations de paix actuelles en passant par le Viet Nam, qui leur a permis de codifier une doctrine du conflit de basse intensité ou des opérations autres que la guerre, (*low intensity conflict or operations other than war*) qui devient, elle-même, un paramètre central de la stratégie anti-asymétrique du contrôle social global, à la périphérie comme au centre.

Les menaces asymétriques contre les États-Unis le plus couramment citées dans les discours officiels sont : le terrorisme, la guerre de l'information (spatialo-cyber), le crime organisé transnationalisé, la prolifération nucléaire, biologique, chimique et balistique, le C3D2 et la dissémination technologique.

*La dissuasion par la menace d'anéantissement par l'arme nucléaire est remplacée par une dissuasion capacitaire multidimensionnelle – nucléaro-conventionnelle, offensive-défensive, informationnelle – qui ne peut mener qu'à une inflation des moyens et à une nouvelle logique de la course aux armements.*

L'émergence de l'asymétrie dans le champ stratégique américain a abouti au tout capacitaire et à la multiplication des scénarios selon tous les futurs possibles, de l'Armageddon nucléaire au « Pearl Harbor » spatialo-cybernétique en passant par la subversion criminalo-terroriste. Cette multiplication des menaces virtuelles et le risque de la « surprise stratégique » contraindraient les États-Unis à adopter la posture stratégique d'un État vulnérable. La puissance repose désormais autant sur les capacités de projection rapide et de coercition que sur les capacités de renseignement et de protection. La dissuasion par la menace

d'anéantissement par l'arme nucléaire est remplacée par une dissuasion capacitaire multidimensionnelle – nucléaro-conventionnelle, offensive-défensive, informationnelle – qui ne peut mener qu'à une inflation des moyens et à une nouvelle logique de la course aux armements.

### *L'option RMA anti-asymétrie mène à la « course aux capacités »*

LES NOUVELLES CAPACITÉS NUCLÉAIRES, ANTIMISSILES ET SPATIALES PERMETTENT LA DOMINANCE STRATÉGIQUE

Dans un premier temps, la révision de la doctrine stratégique de dissuasion nucléaire a mené à une revue de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review, NPR*), en 1993-1994, qui préconisait la sortie de la *Mutual Assured Destruction* (MAD) au profit d'une *Mutual Assured Safety* (MAS) avec la Russie. Il s'agissait notamment de la réduction des armements, du maintien de la sécurité des infrastructures et systèmes russes, et des mesures d'assistance qui préviennent la radicalisation du régime en Russie (*hedge against the reversal of reform*<sup>8</sup>). La réduction des forces dans le cadre de START II devait conduire à la réduction de 18 à 14 sous-marins équipés de Trident et au maintien des 500 ICBM Minuteman. En 2003, il ne devait rester que 3500 armes stratégiques nucléaires.

Cette révision de la posture nucléaire a mené à l'énoncé d'une doctrine stratégique qui maintenait le principe de l'utilisation des forces nucléaires à des fins de dissuasion d'une attaque nucléaire ou conventionnelle majeure par un État nucléaire : « Nous garderons assez de forces nucléaires pour dissuader l'action contre nos intérêts vitaux par des dirigeants hostiles qui ont accès à des forces nucléaires stratégiques, et pour les convaincre que la recherche d'un avantage nucléaire serait futile<sup>9</sup> ».

La doctrine comprenait le volet de la réduction des armes nucléaires (armes stratégiques réduites de 59% entre 1988 et 1995 et de 79% d'ici 2003, les armes tactiques de 90% entre 1988 et 1995, les bombardiers sont « hors d'alerte », les ICBM et SLBM « déciblés »<sup>10</sup>), et le volet de la contre-prolifération des armes de destruction massive (*Counterproliferation Initiative*, CPI) fondé sur des « réponses » conventionnelles à la menace ou l'usage de telles armes. La Directive présidentielle de novembre 1997, *Nuclear Weapons Employment Policy Guidance* (PDD/NSC 60), reprend les termes de la NPR et entérine le niveau de forces prévu par les accords START III, de 2000 à 2500 armes stratégiques<sup>11</sup>.

Or, à partir de 2000, la position traditionnelle du recours au nucléaire contre les États nucléaires et le choix du conventionnel pour répondre à la menace et l'utilisation des armes de destruction massive est remise en cause<sup>12</sup>. Stratégiquement, le nucléaire devient un moyen de lutte contre les instruments asymétriques d'*access denial* telles les armes de destruction massive qui peuvent empêcher la projection de forces. L'émergence du facteur asymétrique, limitant les possibilités de l'attaque stratégique décisive, renvoie les Américains à l'option capacitaire totale : tous les moyens de l'État (intégration bureaucratique, interagences, civilo-militaire, public-privé) et de la Nation (promotion du rôle de la société civile dans la prévention et la résolution des conflits); les moyens et actions défensifs et offensifs, voire préemptifs militaires. Désormais la doctrine officielle établit que la dissuasion inclut « les actions diplomatiques, économiques, informationnelles et militaires »<sup>13</sup>. Les options militaires de dissuasion sont la capacité de déploiement et d'emploi rapides des forces, le déploiement en cas de crise, et l'emploi limité et démonstratif de la force pour « dissuader l'aventurisme »<sup>14</sup>. L'arme nucléaire vise à dissuader une attaque nucléaire, chimique ou biologique, mais également à « se prémunir d'une défaite des forces conventionnelles américaines dans la défense d'intérêts vitaux »<sup>15</sup>. La dissuasion s'étend à l'ensemble du spectre des conflits mais également du champ d'action sociale. Elle devient « grise ».

Face à l'asymétrie, les États-Unis veulent maintenir un seuil nucléaire quantitatif et qualitatif. Du point de vue quantitatif, 2000 têtes semble être le chiffre « magique », 1000 pourrait inciter la France et la Chine et, à terme, les États du seuil et d'en dessous (*rogue*) à atteindre le « niveau des Grands ». Par ailleurs, il faut pouvoir assurer le ciblage qui n'est plus *Russia-centred*. Qualitativement, la non-ratification du Traité d'interdiction complète des essais se justifie par la nécessité de lutter contre les moyens de C3D2 par la précision, la perforation et la miniaturisation. Dans son discours à la *National Defense University* sur la défense antimissile, en mai 2001, le président Bush a annoncé :

« Nous pouvons changer et nous changerons la taille, la composition et le caractère de nos armes nucléaires de façon à refléter la réalité post-guerre froide. Je m'engage à atteindre une dissuasion crédible avec le nombre d'armes nucléaires le plus restreint compatible avec nos besoins de sécurité nationale, y compris nos obligations envers nos alliés<sup>16</sup>. »

L'antimissile est également considéré comme un moyen de contre-prolifération et de protection mais aussi un moyen de lutte contre l'*access denial* sur terre, sur mer (et sur le littoral) et potentiellement dans l'espace. En effet, NMD est également un programme spatial. Les incertitudes et les non-dits qui l'entourent laissent ouverte la possibilité d'une expansion du système vers un schéma « guerre des étoiles ». D'ores et déjà, des programmes de véhicules orbitaux et de systèmes d'armes spatiaux antimissile et antisatellite font l'objet de recherche et développement. La US Air Force prévoit les premiers essais du système d'armes lasers basé dans l'espace (*Space Based Laser*, SBL) entre 2006 et 2012 (au sol puis dans l'espace)<sup>17</sup>. Les capacités antisatellite des systèmes antimissile font de NMD un programme de *spacepower* et d'infodominance.

---

## LA MULTIPLICATION DES CAPACITÉS CONVENTIONNELLES COMME GARANTIE DU « LIBRE ACCÈS » DES FORCES EXPÉDITIONNAIRES

Dans le domaine conventionnel, la RMA implique l'expérimentation, le développement et, à terme, la production de nouvelles générations de systèmes d'armes fondés sur les technologies de l'information, mais aussi la nanotechnologie et la biotechnologie. Dans une phase de transition, il s'agit de maintenir les plates-formes traditionnelles (porte-avions, avion de combat avec pilote, char) et les niveaux de forces qui vont avec (12 porte-avions, 20 escadres aériennes, 10 divisions) tout en expérimentant et développant les systèmes du futur. Or pour des raisons budgétaires et organisationnelles, le maintien des deux options (RMA vs *legacy forces*) représente une gageure pour l'Administration Bush. Le débat organisationnel semble tellement vif<sup>18</sup>, qu'on peut supposer qu'à terme la solution consistera en une augmentation considérable du budget de la défense.

D'ores et déjà, l'administration Bush s'achemine vers un programme de développement des capacités assez ambitieux. La prochaine revue stratégique quadriennale (*Quadrennial Defense Review*), présentée dans ses grandes lignes par le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, entérinera le principe de la montée en puissance capacitaire comme un moyen de dissuader tout adversaire potentiel de développer des capacités sophistiquées et de déni d'accès. La « shopping-list » des capacités à développer est plutôt longue – ce que Rumsfeld nomme *portfolios of capabilities* :

- les capacités humaines, *smart weapons require smart soldiers*;
- l'expérimentation, y compris d'unités militaires innovantes;
- le renseignement, pour détecter les intentions, les capacités et les attaques imminentes;
- les capacités spatiales, de renseignement et observation, et de contrôle et protection des systèmes spatiaux;
- la défense antimissile;
- les opérations informationnelles;
- la gestion pré-confliktuelle pour éviter le conflit et influencer sur les choix des décideurs;
- l'attaque de précision discriminante;
- des forces interarmes rapidement déployables (Rapid Deployable Standing Joint Forces) pour prévenir notamment le déni d'accès;
- les systèmes sans pilotes, y compris les senseurs et véhicules robotiques terre, air, mer et spatiaux;
- les systèmes de commandement, contrôle, communications et de gestion informationnelle;
- la mobilité stratégique pour la projection rapide;
- une base de recherche et développement pour assurer la supériorité et se garantir des « surprises potentielles » (effets Pearl Harbor);
- une infrastructure et une logistique modernisées.

La dissuasion par la démonstration de forces capacitaires tous azimuts sans échelle politique de la manipulation des risques de guerre (*dissuasion vs deterrence*), s'inscrit dans l'évolution de la pensée stratégique américaine du cadre de la bipolarité (altérité du compétiteur pair, cadre de la

sécurité collective et du système des alliances), à celui de la dominance unilatérale. La fin de la guerre froide et la globalisation créent les conditions d'un ajustement stratégique de la dualité système américain/système monde qui garantit le maintien de l'hégémonie par le développement de capacités supérieures (techno-militaro-économiques) mais aussi par la dissémination des normes américaines (*shaping the world*).

#### L'ARMS CONTROL CONVENTIONNEL SOUMIS AUX IMPÉRATIFS DE L'EXPÉDITIONNAIRE

L'adaptation du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (CFE) en novembre 1999 a été symptomatique de la tendance américaine à privilégier la préservation des capacités de projection rapide au détriment de la *confidence building*. Dans un contexte post-guerre du Kosovo (et de guerre en Tchétchénie), la négociation finale a abouti à une réduction des systèmes d'armes traditionnels (11 000 chars, pièces d'artillerie et avions de combat devant être démantelés), mais au maintien des niveaux illimités de déploiement par l'OTAN sur le territoire de ses nouveaux membres d'hélicoptères d'attaque et d'avions de combat, à des fins de « flexibilité opérationnelle dans les déploiements temporaires ».

La réduction des armes conventionnelles en Europe relève d'un enjeu stratégique et géopolitique tout aussi important que du temps de l'affrontement bipolaire. En effet, les négociations ont révélé une opposition entre les États-Unis et ses alliés européens, les premiers étant en faveur d'un niveau de déploiement temporaire de deux divisions insistant sur le fait qu'un tel déploiement pourrait intervenir sans mandat de l'ONU ou de l'OSCE afin d'assurer les effets de rapidité nécessaire à la prévention et la dissuasion. Les Européens ont avancé l'argument que ce niveau était trop élevé et potentiellement déstabilisant, et que toute action de l'OTAN de sécurité collective ou de maintien de la paix nécessitait un mandat de l'ONU ou de l'OSCE. Par ailleurs, les Européens ne redoutaient pas seulement l'unilatéralisme américain, mais également que la notion de flexibilité opérationnelle puisse encourager les Russes à intervenir librement, et violemment, dans leur zone périphérique, notamment dans le Caucase du Nord. Les Européens se sont finalement alignés sur la position américaine, d'une part parce que les Américains ont d'abord négocié en bilatéral avec la Russie pour ensuite imposer une décision « fait accompli » et, d'autre part, parce que les accords tendaient à mieux intégrer les nouveaux membres dans le schéma de la sécurité collective transatlantique.

On voit comment le nouveau processus de contrôle des armements devient pour les États-Unis un moyen de diffusion de leurs normes et d'assise de leur puissance militaire et géopolitique. L'*arms control* participe, allié au critère de l'interopérabilité (notamment la *Defense Capabilities Initiative*<sup>19</sup>), à la codification des niveaux et des types de forces suffisants pour la pratique expéditionnaire États-Unis/OTAN, mais également du cadre politique de cette pratique. En effet, la flexibilité opérationnelle devient la justification du non recours au mandat ONU ou OSCE, la temporalité courte de l'intervention de type *RMA warfare* s'oppose inévitablement à la temporalité longue de la négociation politique.

### Conclusion

La RMA comme figure du nouveau combat moderne et reflet de la puissance unilatérale – la dominance – américaine, implique une logique capacitaire qui mène au surarmement. La course aux armements ne se fait plus dans le contexte de la bipolarité de l'équilibre des forces qui impliquait l'existence « modératrice » de la contre-mesure possible du compétiteur pair. La nouvelle course

capacitaire se fait selon le schéma de tous les scénarios possibles et tous les futurs possibles et rejette les options classiques de l'*arms control* et du *confidence building* au nom de l'irrationalité et/ou de l'asymétrie des adversaires potentiels. Le nucléaire n'est plus domestiqué par une logique politico-militaire de la dissuasion, il est inclut dans une doctrine de l'emploi de la force (anti-access denial). La puissance conventionnelle (non nucléaire) se développe en qualité par l'intégration informationnelle, la précision et la discrimination, mais aussi en nature et en quantité en investissant de nouveaux espaces, l'espace orbital et le cyberspace.

La course en solitaire à la surpuissance capacitaire des États-Unis aura-t-elle des effets dissuasifs ou va-t-elle entraîner des courses localisées régionalement ou dans des « niches » technologiques. La deuxième tendance semble se dessiner, poussée par les logiques systémiques industrielles (nouveaux marchés de l'antimissile, de la *weaponization* de l'espace et de la sécurisation informationnelle) et géopolitiques (affrontements interétatiques en Asie et au Moyen-Orient).

## Notes

1. *Shaping the world* est depuis 1997 la terminologie officielle qui désigne la stratégie américaine post-guerre froide. Il s'agit de « façonner » le monde par l'harmonisation des pratiques et des normes internationales sur le modèle américain - des standards, des réseaux économiques et informationnels, des systèmes militaires - et de la diffusion conséquente des vulnérabilités du système américain à l'ensemble du système mondial.
2. Globalement la *civilianisation* renvoie à la *Revolution in Business Affairs* – la réforme de type entrepreneuriale de la gestion du Pentagone par le recours aux acteurs et modèles privés, et à l'intégration civilo-militaire, qui évite la duplication des systèmes infrastructures et réseaux.
3. Le « système des systèmes » renvoie à l'intégration des systèmes de C4ISR (commandement, contrôle, communications, *computer* et renseignement, surveillance, reconnaissance) et des sous-systèmes qui conditionnent leur fonctionnement : armements (R&D, production, acquisition), mais aussi structures de forces, logistique, infrastructures et facteurs humains (doctrine, culture stratégique, voire systèmes politico-juridiques).
4. Pour une analyse plus détaillée des obstacles institutionnels et industriels à la RMA voir Saïda Bédar, 1999, « La réforme stratégique américaine : vers une Révolution militaire ? », dans Saïda Bédar, Maurice Ronai, *Défis asymétriques et projection de puissance*, Cahier d'études stratégiques, n° 25, CIRPES.
5. Pour une analyse détaillée du débat RMA/globalisation, voir Saïda Bédar, 2000, « La globalisation comme paradigme de la stratégie américaine », dans Saïda Bédar (dir.), *La globalisation : « nouvelle frontière » du leadership américain ?*, Cahier d'études stratégique, n° 28, CIRPES, octobre.
6. Steven Metz et Douglas V. Johnson II, 2001, *Asymmetry and US Military Strategy: Definition, Background, and Strategic Concepts*, US Army War College's Strategic Studies Institute, janvier, p. 2
7. Le C3D2 renvoie aux moyens de dissimulation d'activités, de facilités et de capacités : il peut s'agir de leurres, de construction souterraine, mais aussi de satellite d'alerte ou du recours à la fibre optique ou au cryptage.
8. Bruce Carey, 1994, *US Adopting New Nuclear Weapons Policy*, USIA, 23 septembre, [www.fas.org/news/usa/1994/77054321-77059383.htm](http://www.fas.org/news/usa/1994/77054321-77059383.htm)
9. États-Unis d'Amérique, 1995, *Annual Defense Report to the President and Congress*, 31 janvier.
10. Ibid.
11. Voir le résumé de la PDD/NSC 60 (classifiée) sur [www.fas.org/irp/offdocs/pdd60.htm](http://www.fas.org/irp/offdocs/pdd60.htm)
12. Dans le rapport annuel du Pentagone au Congrès et au Président de janvier 2000, il est énoncé : « En conséquence, les États-Unis doivent maintenir des forces nucléaires stratégiques survivables d'une quantité et d'une diversité suffisantes – ainsi que le déploiement d'armes nucléaires de théâtre dans la zone OTAN et la possibilité de déployer des missiles de croisière à bord de sous-marins – pour dissuader les dirigeants potentiellement hostiles qui ont un accès aux armes nucléaires ». Le rapport de janvier 2001 répète le même paragraphe en changeant la fin « ... qui ont un accès aux armes de destruction massive ». William S. Cohen, secrétaire à la défense, 2000, *Annual Report to the President and Congress*, janvier, p. 69, William S. Cohen, secrétaire à la défense, 2001, *Annual Report to the President and Congress*, janvier, p. 89.
13. William S. Cohen, 2001, secrétaire à la défense, *Annual Report to the President and Congress*, janvier, p. 8.
14. Ibid.
15. Ibid., p. 21.
16. *Remarks by the President to the Students and Faculty at National Defense University*, Washington D.C., 1<sup>er</sup> mai 2001.

17. Christian Lardier, 2001, « La guerre des étoiles est relancée », *Air et Cosmos*, n° 1795, 11 mai.
18. Voir Thomas E. Ricks, 2001, « Review Fractures Pentagon », *Washington Post*, 13 juillet.
19. La DCI est un projet de standardisation et de multinationalisation transatlantique selon le modèle RMA qui implique une refonte des forces européennes en terme de mobilité, de déployabilité, de manœuvre et de frappe de précision. À terme, il s'agit d'intégrer l'ensemble des capacités transatlantiques (système de systèmes): armements (R&D, production, acquisition), structures de forces, systèmes de communication et information, logistique, infrastructures et facteurs humains (doctrine, culture stratégique, normes politico-juridiques).